



## Pour une évaluation « stratégique » des besoins en

### **E**tude sur les besoins des ménages yvelinois en difficulté au regard du logement, PDALPD des Yvelines, 1999-2000 (avec « Ville et Habitat »)

La mission avait pour objet d'interroger les ressources et les carences des différents territoires du département au regard du logement des personnes défavorisées en examinant les différents processus et facteurs créateurs d'exclusion. Pour ce faire, l'étude a bénéficié d'une mobilisation importante des acteurs locaux ainsi que de moyens conséquents. Cette démarche ambitieuse a été appuyée par la mise à disposition de l'ensemble des données existantes dans les fichiers de gestion (CAF, Préfecture, DGI, etc.) qui ont complété considérablement les données du RGP 1999. L'équipe d'étude s'est donc, dans un premier temps, employée à territorialiser les données sur plusieurs bassins d'habitat et à analyser les dynamiques socio-démographiques et urbaines qui expliquaient l'émergence de phénomènes d'exclusion et de localisation des personnes ou ménages dans cette situation.

Ce diagnostic a été présenté de manière à pouvoir déboucher sur des objectifs opérationnels mais aussi clairement territorialisés.

Cette base d'information a servi ensuite à dresser une typologie des problèmes mais aussi des bassins d'habitat concernés (au moyen d'une analyse factorielle). Ces informations et analyses ont été ensuite présentées puis discutées au sein du comité de pilotage de l'étude puis du Conseil départemental de l'habitat (CDH) afin de déboucher sur un diagnostic partagé - autrement dit reconnu et porté par l'ensemble des partenaires du Plan.

La phase suivante a consisté à préparer les travaux d'élaboration du prochain plan. Pour cela, ce diagnostic a été présenté de manière à pouvoir déboucher sur des objectifs opérationnels mais aussi clairement territorialisés. Des propositions ont été ensuite déclinées selon les différentes fonctions que les acteurs peuvent souhaiter faire jouer au Plan, qu'il s'agisse d'une fonction curative, d'une fonction préventive ou d'une fonction d'optimisation de l'utilisation des moyens existants.

### **E**tude sur les populations relevant du P.D.A.L.P.D. des Ardennes, DDE 08, 1999-2000 (avec « Ville et Habitat »)

Le contexte ardennais a permis de circonscrire rapidement le réseau d'acteurs et les problèmes qui se faisaient jour. L'étude devrait permettre d'approfondir la connaissance des différentes situations d'exclusion du logement ou de précarité vis-à-vis de celui-ci, de façon à interroger les ressources et les carences des différents territoires du département par rapport à la production de solutions adaptées (en terme d'aides ou de produits-logement). La connaissance plus fine des situations déjà traitées comme l'approche de la situation des « laissés-pour-compte » des dispositifs ont constitué le noyau dur de la démarche. A cette fin, l'équipe d'étude s'est employée à qualifier les situations traitées par les dispositifs en examinant les différents niveaux de difficulté que rencontrent les personnes. Pour cela des groupes de travail ont été organisés avec les principaux acteurs qui interviennent au contact des populations tant en milieu urbain qu'en zone rurale. Par ailleurs, il a été procédé à une approche qualitative des « laissés-pour-compte » des dispositifs, en les caractérisant et en tentant d'expliquer la raison pour laquelle ils restent ou sont maintenus en marge des dispositifs, alors même que le « droit au logement » semblerait bien fonctionner dans le département. La situation des ménages vivant dans un habitat insalubre, comme l'extrême rigidité des parcours résidentiels réservés aux plus démunis, ont ainsi pu être mis ainsi en évidence.

Les responsables du P.D.A.L.P.D. ont su se saisir des conclusions de l'étude et en ont fait la ligne conductrice du nouveau Plan. A cet égard, les conseils qui ont pu être fournis par les responsables de l'étude sur les bonnes pratiques observées dans d'autres départements ont permis de décliner des actions nouvelles mais aussi les moyens qu'il était nécessaire de mobiliser pour prétendre parvenir aux objectifs fixés.

Les responsables du P.D.A.L.P.D. ont su se saisir des conclusions de l'étude et en ont fait la ligne conductrice du nouveau Plan.

#### Autres références dans le domaine du logement des Personnes défavorisées

- « La population « hébergée », du Val-de-Marne », DDE 94, 1999-2000 (avec « Ville et Habitat »)  
*Publication dans la revue Recherche sociale n°162*
- « Evaluation du Plan Départemental d'action pour le Logement des Personnes Défavorisées de l'Indre-et-Loire », DDE 37, 1999-2000
- « Bilan des conditions de montage des opérations de logement d'insertion dans la région Nord-Pas-de-Calais », Observatoire Régional de l'Habitat et de l'Aménagement (ORHA), 1998 (avec « Ville et Habitat »)  
*Publication dans la revue Recherche sociale n°151*
- « Bilan évaluatif de la mise en œuvre de la loi Besson du 31 Mai 1990 - Partenariat et territorialisation », PUCA-DGUHC / Ministère de l'équipement des transports et du logement, 1998.  
*L'ensemble de l'étude a été repris dans l'une des parties de l'ouvrage publié à la Documentation française sous le titre « Promouvoir le droit au logement », 1998.*
- « Elaboration d'un guide méthodologique pour la connaissance de l'exclusion du logement », DHC, MELT, 1998 (avec Ville et Habitat)  
*Ce guide a été publié par le METL/DGUHC en 1999. Le chapitre sur l'état des connaissances est repris sous forme d'article dans Recherche sociale n°151.*
- « Approche territoriale de l'insertion par le logement », association Mosaïque et ADIL du Doubs, 1996.  
*Publication dans la revue Recherche sociale n°139*
- « Evaluation du plan départemental de la Drôme », DDE/ Conseil Général de la Drôme, 1994 (avec le CREPAH)
- « La mise en œuvre des plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées, le cas de la Drôme », Plan Construction et Architecture, 1994 (avec le CREPAH)  
*Etude publiée en 1996 dans un ouvrage de la Documentation française intitulé « Loger les personnes défavorisées ».*

# Matériau de logement pour les personnes défavorisées

**C**onnaissance des besoins en logement des ménages défavorisés dans les Hauts-de-Seine, D.D.E. des Hauts-de-Seine, G.E.P, 1999 (avec « Ville et Habitat »).

Cette étude avait pour objectif d'améliorer la connaissance des besoins en logement des populations ayant des difficultés à se loger, dans le but d'adapter la réponse à ces besoins et de préparer la mise en place du futur PDALPD. D'emblée située comme devant être légère et directement opérationnelle, la démarche a privilégié l'animation de groupes de travail thématiques dans lesquels figuraient les principaux détenteurs d'information et les personnels en contact direct avec les populations (travailleurs sociaux, représentants des bailleurs, associations, représentants de la DDE, de la Préfecture et du Conseil Général,...).

**Le « parler vrai » qui a été de rigueur, a permis de mettre au jour les véritables obstacles à la conduite d'une politique ambitieuse du logement.**

En amont, un ensemble d'investigations a été conduit par l'équipe d'étude afin de recueillir les éléments d'information nécessaires à l'évaluation des actions déjà menées. Pour ce faire, il a été nécessaire d'articuler plusieurs niveaux d'information et d'analyse :

- Une connaissance des caractéristiques sociales et socio-économiques des territoires,
- Une connaissance du fonctionnement des dispositifs au niveau départemental comme au niveau local à partir d'une approche du système d'acteurs,
- Un approfondissement de la connaissance des problèmes d'exclusion et de l'adaptation des réponses apportées dans quatre communes du département (choisies comme représentatives des problèmes de mal-logement auxquels sont confrontés les ménages et des difficultés qu'il y a à y répondre)...

Dans le cadre des groupes de travail, les thèmes du logement des jeunes, des laissés-pour-compte des dispositifs et de l'accessibilité économique des logements aux ménages peu solvables ont été traités sur la base des résultats du diagnostic. Le « parler vrai » qui a été de rigueur, a permis de mettre au jour les véritables obstacles à la conduite d'une politique ambitieuse du logement qui bénéficie aux plus démunis : la volonté des bailleurs de limiter le risque locatif et la défiance vis-à-vis de comportements jugés a priori « hors norme » pouvant occasionner des « désordres sociaux ». Une fois analysés les freins réels au relogement des ménages et appréciés les moyens qu'il sera possible de mobiliser, un programme d'actions hiérarchisées et quantifiées, accompagné d'une esquisse d'échéancier a pu être défini. L'approche thématique a été ainsi l'occasion de construire un diagnostic partagé et de faire émerger des références communes entre les principaux acteurs de la politique en faveur du logement des personnes défavorisées du département.

**E**valuation du Plan d'Action pour le Logement des personnes défavorisées (P.A.L.D.) de la Charente », DDE-Conseil Général, 2001

Le Plan départemental de la Charente est doté de tous les outils existants, dont beaucoup sont des cas uniques en France (tels certaines MOUS thématiques). Par ailleurs, ce Plan dispose d'un véritable exécutif (une équipe de techniciens spécialement dédiée au fonctionnement du Plan) chargé de mettre en œuvre les orientations définies de façon partenariale dans des instances plus politiques, impliquant tous les acteurs concernés.

La demande d'évaluation qui nous a été adressée s'assortissait d'une commande concernant les manques qu'il existait encore, soit sur des publics spécifiques, soit en terme de couverture territoriale. L'optique choisie pour remplir cette mission a été de travailler sur l'itinéraire des ménages et, au delà, sur les circuits de traitement des problèmes par les différents organismes et services impliqués. La réflexion menée avec les travailleurs sociaux, à partir de cas concrets, a permis de démontrer la nécessité d'opérer un travail en profondeur avec les ménages aidés par le FSL qui étaient toujours susceptibles de rencontrer des difficultés nouvelles. Par ailleurs, un bilan qualitatif des relogements en PLAI, outre la mise au jour de quelques ajustements techniques, a permis de mesurer l'ampleur des bénéfices tirés par les ménages relogés, au plan social et financier.

A la fois bilan et prospective, cette évaluation des besoins satisfaits ou non, a permis d'attester qu'une dynamique partenariale était toujours à relancer et qu'il était nécessaire d'éprouver la pertinence des outils et la cohérence du système d'actions mis en œuvre, fussent-ils les uns et les autres considérés localement (ou comparativement) comme très performants. C'est en définitive l'évolution des problématiques sociales qui arbitre et gouverne les réformes des logiques d'intervention existantes. L'évaluation qui a été réalisée a eu finalement comme fonction de donner un second souffle aux dispositifs existants et d'apporter des repères ainsi que des objectifs nouveaux aux acteurs.

**L'évaluation réalisée a eu comme fonction de donner un second souffle aux dispositifs existants.**

# FORS RECHERCHE SOCIALE

## L'équipe

Elizabeth Auclair, géographe  
Isabelle Benjamin, géographe  
Damien Bertrand, géographe-urbaniste  
Sophie Braem, sociologue  
Julia Faure, géographe-urbaniste  
Christophe Foultier, urbaniste  
Christophe Robert, sociologue  
Anne Sauvayre, sociologue  
Florine Siganos, sociologue, secrétaire de rédaction  
Didier Vanoni, sociologue-économiste, directeur  
Nadine Ségard, comptable  
Annie Thibault, secrétaire

## Le conseil d'administration

François Aballéa, Président  
Jean-Michel Belorgey  
Gérard Masson  
Colette Marchal  
Philippe Rosé  
Samir Toumi  
Alain Vulbeau

**FORS RECHERCHE SOCIALE**

48, rue des Petites Ecuries • 75010 Paris  
Tél. : 01 48 24 79 00 • Fax : 01 48 24 79 01  
fors@fors-rs.com • www.fors-rs.com

## Etudes en cours

### Politique de la ville - développement social urbain/participation des habitants

Le renouvellement urbain du quartier Dutemple à Valenciennes - Volet social-Grand Projet de Ville -GPV de Valenciennes, 2002

Déplacements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, CERTU - DGUHC, DTT, DIV, 2002

Diagnostic préalable au projet urbain du quartier St-Waast - Les agglomérés à Valenciennes - Grand Projet de Ville - GPV de Valenciennes, 2002

### Politique du logement et de l'habitat

Le relogement des familles habitant des immeubles insalubres, Récit d'expérience autour de l'opération du square Petit à Paris et élaboration d'un guide méthodologique, fondation Abbé-Pierre, Espace Solidarité Habitat, 2002

« Les Hôtels meublés à Paris, l'exemple du nord est parisien », Fondation Abbé-Pierre, Espace Solidarité Habitat 2002

### Politique de la jeunesse - Prévention

Etude sur la pluri-consommation des drogues chez les jeunes adultes « intégrés » - MILDT/INSERM, 2002

### Environnement et urbanisme

La place de la « nature » et du « développement durable » dans les Projets urbains des grandes agglomérations françaises, P.U.C.A., Ministère de l'équipement des Transports et du logement, 2002

Communication et gouvernance appliquées à l'aménagement urbain et au

développement durable Le cas de l'agglomération de Cergy-Pontoise, GREENS-COM - Communicating Urban Growth and Green Fifth Framework Programme of the EU, 2000-2003

### Action sociale, culturelle et associative

Participation et partenariat au service de l'insertion et de la citoyenneté, Mission d'évaluation d'un programme de recherche européen, 2002

« La pratique du chant choral », Ministère de la culture, 2002

## Etudes récentes

### Politique de la ville - développement social urbain/participation des habitants

Enquête sur le cadre de vie et la sécurité dans la résidence Debrousse à Paris XXème - L'habitation Confortable, 2002

### Politique du logement et de l'habitat

Bilan-évaluation des résidences sociales - DGUHC - MELT, 2001-2002

Etude sur les phénomènes d'habitat précaire (caravanes, logement de fortune) en Seine-Maritime, en collaboration avec Ville et habitat, DDE 76, 2001-2002

### Action sociale, culturelle et associative

Pratiques culturelles et développement des quartiers, les enjeux du renouvellement des modes d'intervention, synthèse du séminaire des 14 et 15 septembre 2001 organisé par la Fondation Abbé-Pierre.

Etude de faisabilité d'un hammam d'insertion à Paris - association DARNA, 2002

## Contributions et interventions

- Didier Vanoni, animation de l'atelier « Connaissance des besoins de mobilité » dans le cadre du Séminaire du 20 juin 2002 organisé par le CERTU pour le programme de recherche « Déplacements et dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville »
- Didier Vanoni, animation d'un séminaire intitulé « Du FTM à la résidence sociale... » – journée du 10 juin 2002 organisée par l'ADEF pour son personnel.
- Didier Vanoni, animation d'un séminaire à destination des élus de la majorité de la ville Luzarches (95) sur le Fonctionnement général du groupe majoritaire, 9 février 2002.